

EUROPE APRES 1945

RECONCILIATION : LE RÔLE DES JESUITES

L'Europe est sortie très affaiblie de la guerre. Les économies étaient ruinées et la peur s'était emparée des gens. Il est apparu que les Européens, vainqueurs et vaincus, devaient s'appuyer réciproquement pour survivre et pouvoir peser dans le futur. Il convenait donc de ne pas répéter les erreurs de la première guerre mondiale. A son issue, Paul Valéry avait pu dire avec justesse : « L'Europe n'a pas eu la politique de sa pensée »

L'Europe en 1945

L'après 1945 est tout autre. Les peuples européens existent, le Conseil de l'Europe va prendre figure en 1950. Mais l'Europe devient hémiplegique avec la séparation de ses deux poumons. Bientôt, le Général de Gaulle constatera en usant d'une image populaire bien choisie : la Russie menaçante n'est pas loin. Elle est « à deux étapes du tour de France ».

Il suffit de comparer le temps très bref qui sépare les deux guerres. Vingt ans ! C'est moins que le temps d'une génération qui sert d'intervalle aux deux conflits qui ont porté tous deux le feu au monde entier. Avec le traité de Versailles, l'Europe des vainqueurs croyait venu le temps du réalisme intransigeant à l'égard des vaincus, cependant que l'Amérique du président Wilson retournait à l'isolationnisme après avoir promu la Société Des Nations (SDN). Rares ont été les mains tendues aux pays ennemis. Les battus ont été condamnés à s'enfermer dans leurs rancunes, préparant ainsi le lit du nazisme. Comme l'a noté Max Weber, un témoin allemand de cette période, nous avons vécu d'« une éthique au rabais ». Une telle éthique « ne se préoccupe jamais que de la culpabilité dans le passé, question stérile du point de vue politique parce qu'insoluble, au lieu de s'intéresser à l'affaire propre de l'homme politique, à savoir l'avenir et la responsabilité devant l'avenir »

Rien ne montre mieux le changement des mentalités que la comparaison que l'on peut faire de ce qui est advenu cinq ans après la fin de l'un et l'autre conflit. En 1923, la France occupe la Rhénanie. Cinq ans après 1945, c'est la proposition de Robert Schuman qui met sous une souveraineté partagée entre vainqueurs et vaincus les outils essentiels des guerres : le charbon et l'acier.

Ajoutons que dans cette Europe en ruines, si le lien historique continue d'exister entre l'Eglise et l'Europe, il n'en est pas moins vrai que l'Eglise universelle de 1945 est moins européenne qu'auparavant. Je m'explique : D'autres pays et continents sont montés en puissance à la faveur du conflit généralisé ; sont apparues alors d'autres manières d'être catholique. L'on découvre aussi que l'œcuménisme est une nécessité au vu des expériences de la guerre. Il y a désormais un lien évident entre l'œcuménisme et la présence chrétienne aux réalités européennes

Le rôle des hommes et les engagements de terrain

Ces données nouvelles que je viens de rappeler ont été intégrées par des minorités actives, des hommes et des femmes qui vont agir dans cette période en passant de la haine à une politique de la réconciliation entre ennemis d'hier. Ils viennent de plusieurs histoires et de plusieurs sources.

Une nouvelle association voulue par Monseigneur Weber, archevêque de Strasbourg, sera créée en 1956 sous le nom d'OCIPE. Ces initiales veulent dire: « Office catholique pour l'information et l'initiative sur les problèmes européens. » Elle se prépare dans les limbes. Outre la présence de Monseigneur Nédoncelle, on relève les noms de laïcs gagnés à la cause de l'Europe naissante, comme M. Alexandre Grunelius qui sera le premier Président, associé à des hommes de la carrure de MM. Pierre Pfimlin, Marcel Rudloff, Théo Braun, fort connus en Alsace. Le secrétariat jusqu'en 1954 fut confié à M. JJ. Baumgartner, sous la responsabilité de la «Conférence des Organisations Internationales catholiques» (OIC). Manquant de moyens financiers, le Secrétariat dut malheureusement interrompre ses activités en 1954.

Le côté précurseur de quelques jésuites

Une nouvelle institution, voulue par Monseigneur Weber, avait pour objectif l'établissement à Strasbourg d'un « Secrétariat catholique pour les problèmes européens ». Un jésuite français entreprenant, le Père Jean du Rivau, en avait eu l'initiative au cours d'une importante réunion tenue à Luxembourg, le 6 novembre 1949. Avec cette figure, on découvre l'importance du changement opéré dans les esprits et dans les cœurs. Par lui, la Compagnie de Jésus redécouvre le poids de la dimension internationale dans toutes les questions de l'époque. On apprend que des jésuites allemands ont mené le même combat pour la liberté à restaurer après la tourmente nazie. Certains l'ont fait jusqu'à l'épreuve de la torture et l'offrande de la mort, comme le Père Alfred Delp. Il faudrait aussi évoquer le travail, en parallèle de prêtres allemands, dont la figure emblématique pour les Français est l'Abbé Stock. Souvent aussi, j'ai entendu le Père Jacques Sommet, au retour du camp de concentration de Dachau, évoquer la surprise des Français enfermés dans ce lieu proche de Munich. Plusieurs centaines de prêtres allemands se trouvaient détenus là depuis l'arrivée de Hitler au pouvoir.

Dès 1945, le Père Jean du Rivau, pour sa part, se consacre au rapprochement franco-allemand. Il fonde à Offenbourg le Bureau International de Liaison et de documentation (BILD) et commence à éditer une double revue – *Documents* et *Dokumente* – Cette similitude des titres appelle quelques explications. Ce sont de faux jumeaux. Les contenus diffèrent partiellement. Ces revues doivent permettre de s'informer mutuellement des questions politiques, économiques, culturelles, sociales et religieuses propres à l'un et l'autre pays. Ce jésuite infatigable, aumônier des troupes françaises d'occupation en Allemagne de l'ouest occupée ouvre aussi deux librairies, l'une à Offenbourg pour faire connaître la production littéraire française, l'autre, à Strasbourg, pour la production allemande. Et, très vite, avec l'appui de Robert Schuman et du Conseil de l'Europe, il multiplie les échanges, les stages, les rencontres entre les deux partenaires.

Les contenus de « Dokumente »

Pour préparer cet exposé rapide, j'ai repris connaissance avec ces revues surtout actives jusqu'aux années 1953. On y découvre, pour ce qui concerne notre sujet de ce matin, que le problème le plus évoqué dans les pages de ces revues est le devenir de la jeunesse allemande. Evêques, politiques, catéchètes se succèdent à la barre pour en parler avec une certaine inquiétude. Pendant la guerre une association de la jeunesse française fondée à la fin du XIX^e siècle par les jésuites (ACJF) a défendu les jeunes générations en les maintenant dans la diversité et l'unité pour éviter qu'elles ne passent sous la coupe du régime de Vichy soumis à la pression de l'occupant allemand. Après 1945, les Allemands qui s'expriment dans « Dokumente », théologiens, politistes, historiens, écrivent pour dire que leur premier souci est de remettre sur pied le rassemblement d'une jeunesse indépendante des pouvoirs politiques. Il convient de l'évangéliser à nouveau car elle vient de traverser un temps de paganisme, de fausse unité obligatoire, de sécularisation à outrance et d'exposition à des idéologies funestes qui ont frappé spécialement la génération de leurs propres parents .

Des relais dans la société civile

Des deux côtés du Rhin, avec le soutien des autorités d'occupation, des relais sont organisés à partir de la société civile, à l'inverse de la première après-guerre. Ici, il convient de citer des hommes, croyants ou non, comme Joseph Rovin, Alfred Grosser, Emmanuel Mounier et des collaborateurs de la revue « Esprit ». Il s'agissait pour eux d'aller à la rencontre des adversaires d'hier, de leur parler, de confronter ce qui a été vécu de part et d'autre, de tendre la main à chacun dans un esprit fraternel. La franchise est recommandée dans l'analyse des situations, sans passer sous silence les drames qui viennent de se dérouler et dont il faut éviter le retour à jamais. Le pardon chrétien se conjugue avec la volonté de réconciliation politique. La construction d'un avenir viable dépend du partage des responsabilités communes. Pour les croyants, le Royaume de Dieu est à chercher aujourd'hui car il demeure proche de nous en dépit de nos fautes. Les officiers dans l'armée d'occupation et leurs aumôniers prenaient aussi des initiatives sur ce terrain.

Les mouvements de jeunesse sont entrés dans la danse, par l'intermédiaire de l'Association Catholique de la Jeunesse Française ou ACJF qui fédérait tous les mouvements de la jeunesse chrétienne en leur donnant une formation religieuse et sociale qui n'excluait pas du tout la politique nationale et internationale. Selon M. René Rémond, un grand historien de cette période que j'ai consulté à ce sujet avant sa mort, les jésuites, aumôniers de l'ACJF, multipliaient les temps et les espaces d'une formation internationale. René Rémond était, à 28 ans, en 1946, Secrétaire général de la JEC, avant de devenir Président de l'ACJF, cette école de formation globale dont sont sortis des vocations religieuses et des engagements politiques nombreux. Il se souvenait de la visite d'un responsable français, en poste en Allemagne, un certain M. Moreau, chargé par sa hiérarchie d'inviter officiellement les responsables des mouvements de jeunes à se retrouver dans des camps de chaque côté du Rhin. Une première fois, les jeunes Allemands ont reçu les jeunes Français. Puis, en mars 1949, c'était au tour des jeunes Français de passer huit jours avec leur homologues allemands dans l'Abbaye de Saint Maximin.

Les premiers pas de l'OCIPE

Pour répondre à l'appel de Monseigneur Weber pour créer l'OCIPE, les Jésuites ont envoyé d'abord le Père Albert Le Roy. Il y est arrivé au moment de sa mise à la retraite à l'OIT où il avait passé vingt ans de vie professionnelle. Il fut Directeur de l'OCIPE de 1956 à 1958. L'expérience de la guerre lui fournit l'occasion de la découverte de la vanité des nationalismes qu'il put observer depuis Genève et au cours de longues années passées en Amérique latine. Il resta de santé fragile. Il avait failli perdre la vie à la première guerre devant Verdun ; il y contracta une maladie des poumons dont il ne se remit jamais complètement.

Bon connaisseur de l'enseignement social de l'Eglise, il venait de « l'Action Populaire » devenu le CERAS aujourd'hui ; sa formation était sociale, juridique et internationale. C'est le Père Gabel qui prit la suite. Ce Père assomptionniste avait une formation de journaliste puisqu'il avait été directeur de « La Croix ». Mais appelé à une autre mission par ses supérieurs, il ne resta lui aussi que deux ans.

En 1960, Monseigneur Weber se tourna donc une nouvelle fois vers les Jésuites. C'est le Père Jean Weydert qui devint directeur de l'OCIPE avec l'assistance du père Michel Ulrich, qui venait de passer cinq ans à Rome comme directeur des émissions françaises de Radio-Vatican. Un collaborateur laïc, M.A. Pfrisch, engagé par le Père Gabel apporta aussi son concours.

Le Père Weydert fut l'homme de la durée dans l'institution et la véritable colonne vertébrale de l'OCIPE. Venu de l'Action populaire, lui aussi, il avait une bonne formation de juriste et d'économiste et une solide pratique de l'anglais et de l'allemand. Son horizon était vraiment international. Le voyant se dépenser dans les colloques qu'il organisait, chacun pouvait percevoir son souci œcuménique et tous remarquaient que ses préoccupations les plus grandes étaient dans le domaine de la justice sociale. Il organisa à L'OCIPE un solide réseau de compétences croisées et d'amitiés fidèles.

**Père Henri Madelin SJ
Strasbourg-Bruxelles**